

INSTITUTIONS

Définition

Les *institutions*, du point de vue économique, sont des règles, des conventions, des normes de comportement qui structurent les relations entre agents économiques.

Explications

Les *institutions* peuvent être formelles (les règles, les lois, les Constitutions) ou informelles (les normes de comportement, les conventions, les codes de conduite auto-imposées).

Remarque : certains économistes ajoutent aux institutions les organisations. Mais, le plus souvent, on admet, selon une image fréquente, que les institutions sont les règles du jeu économique et les organisations les joueurs.

Indicateurs

Il n'existe pas d'indicateurs vraiment objectifs. Simplement des données ponctuelles existent concernant, par exemple, la corruption, l'État de droit, la violence, la participation politique ...

Pour estimer l'impact des *institutions* sur la *croissance économique*, des auteurs (D. Acemoglu et J. Robinson) distinguent les institutions inclusives qui ont un impact positif (droit de propriété privée, ...) sur la participation de tous à l'activité économique et celles, extractives (droits « étatiques » sur les produits exportés par exemple), qui ont pour fonction d'extraire les ressources produites par l'ensemble de la population, pour qu'une élite politique de les approprie, ce qui ne favorise pas l'activité économique.

Tendances

Il semblerait que les pays qui ont des *institutions* favorables à l'activité économique aient connu une forte *croissance économique*. C'est le cas des pays aujourd'hui développés (États-Unis, France, etc.). À l'inverse les pays dont les élites économiques et politiques se sont appropriées des rentes (mines, produits primaires agricoles, pétrole, par exemple) n'ont pas connu une forte croissance ou cette croissance a été peu durable et peu partagée.

Enjeux

L'enjeu est de connaître quelles sont les *institutions* et la nature des institutions qui peuvent être favorables à la croissance. Le droit de propriété est-il toujours favorable à la *croissance économique* ? Comment ces droits de propriété sont-ils appliqués ? Quelles organisations publiques permettent-ils de les faire respecter ?

Quelles sont les institutions financières qui peuvent financer le développement ? Les banques ? Les marchés financiers ? Le micro-crédit ? Les mêmes institutions sont-elles toujours efficaces dans les pays ?

De même quelles relations de *travail* sont les plus efficaces ? L'esclavagisme, en dehors même de considérations morales, ne semble pas vraiment une *institution* efficace ? Que penser de la richesse de la Rome antique alors ? Les relations salariales sont-elles toutes les mêmes ?

L'organisation du marché du travail est-il le même aux États-Unis et en France ? Lequel est le plus efficace ? Sur quels critères jugés ? Les institutions salariales doivent-elles changer et si, oui, comment ?

Erreurs Fréquentes

- Assimiler *institutions* et organisation.
- Penser que seules les institutions qui favorisent le fonctionnement concurrentiel des marchés est efficace et expliquent seules la forte croissance
- Penser à l'inverse que seules les institutions très régulatrices (comme durant les Trente Glorieuses en France avec un financement des activités économiques très encadré par l'État et rapport salarial lui aussi très encadré soit la loi soit par des *conventions collectives*) sont efficaces expliquent seules la forte croissance.
- Penser donc qu'il existe une forme d'institution définitivement efficace.

En savoir plus

Différents articles sur la revue Finances et développement :

- Les causes profondes de la pauvreté (2003)
- La primauté des institutions : ce que cela veut dire et ce que cela ne veut pas dire (2003)
- Qualité des institutions et résultats économiques, un lien vraiment étroit ? (2003)

Voir aussi, du point de vue de l'analyse théorique, un article de Robert Boyer (les institutions dans la théorie de la régulation)

Sources: d'après <http://ses.webclass.fr/>
(+ mise à jour et modifications)